



60^e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

**ALLOCUTION
DE
S.E.M. MARC RAVALOMANANA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

New York, 19 septembre 2005

Vérifier au prononcé

**MISSION PERMANENTE DE MADAGASCAR AUPRÈS DES NATIONS UNIES
820 SECOND AVENUE, SUITE 800
NEW YORK, N.Y. 10017**

Tel. (212) 986-9491/92 - Fax (212) 986-6271 - E-mail: repermad@verizon.net

**ALLOCUTION DE SEM MARC RAVALOMANANA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR,
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES
Septembre 2005**

Monsieur Le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat ou de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général,
Honorables Invités, Mesdames et Messieurs,

Personne parmi nous n'a participé à la première Assemblée Générale en 1945. Nous pouvons juste imaginer qu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, des hommes et des femmes, pleins d'espoir, étaient animés d'une volonté ferme de changement pour un monde meilleur.

Ils ont eu raison.

Les lacunes et faiblesses de notre Organisation ne peuvent en aucune façon occulter le rôle primordial des Nations Unies dans le monde.

Avons-nous, aujourd'hui, le même état d'esprit que celui de nos prédécesseurs ? A l'issue de cette Assemblée Générale, aurons-nous le sentiment d'avoir amélioré le monde ?

Nous saluons le Document du Sommet. Nous saluons également les récentes résolutions prises par le Conseil de Sécurité sur la lutte contre le terrorisme et la prévention des conflits, en particulier en Afrique. Nous soutenons la mise en place rapide du Conseil des Droits de l'Homme afin de promouvoir la démocratie.

Cependant les résultats de ce Sommet ne répondent pas entièrement aux aspirations de l'Afrique.

Il y manque le « coup de pouce » tant attendu qui permet à chaque Etat membre de s'exprimer, qui donne l'espoir à tous les peuples, qui préserve l'équilibre de la nature et qui permet d'assurer l'avenir des enfants du monde entier. Nous devons redoubler d'efforts pour tenter de nouvelles approches.

Premièrement :

Il est temps de renforcer le rôle de l'Assemblée Générale.

Il est aussi temps que l'Afrique soit mieux représentée au sein des organes des Nations Unies, en particulier au sein du Conseil de Sécurité.

C'est une question de justice mais aussi une nécessité pour le développement de notre continent. Faire entendre sa voix sur le plan international, partager les responsabilités au niveau mondial sont autant de marques d'intérêt et d'estime pour nos Etats et nos peuples.

Mettons un terme à l'exclusion du continent africain.

Nous voulons apporter notre contribution pleine et entière aux débats et décisions concernant la marche du monde.

Deuxièmement :

Les discussions de ces derniers mois se sont concentrées sur les réformes institutionnelles de l'ONU. C'est une question très importante. Elle l'est aussi pour l'Afrique.

Mais nous vous demandons d'étendre le débat pour bien définir le rôle que devra assumer notre Organisation pour le développement mondial.

L'Organisation des Nations Unies devrait être plus qu'un organe de gestion de crises, de misères, de catastrophes et des urgences.

Transformons-la en un organe porteur d'espoir, oeuvrons pour le développement, la justice et l'équité.

Ce soixantième anniversaire devrait marquer le début d'une ère nouvelle qui nous offre l'occasion de bâtir un monde plus prospère, plus juste, plus démocratique, plus conscient de notre environnement ; un monde plus sain, plus responsable et plus solidaire.

Mesdames et Messieurs,

Où sont les stratégies et les plans qui suscitent l'enthousiasme des Nations et animent la ferveur des peuples ? Nous n'arriverons à faire bouger le monde que si nous parvenons à obtenir l'adhésion de nos populations.

Les Nations Unies devraient définir et faire adopter les mesures nécessaires pour établir un monde plus équilibré. Toutes les crises, toutes les guerres, toutes les questions de sécurité et de terrorisme, toutes les épidémies du monde ont des causes matérielles.

Le Secrétaire Général a cité à juste titre la Charte des Nations Unies : « to promote social progress and better standards of life in larger freedom ».

Les peuples veulent avoir des opportunités réelles. A juste titre, ils réclament des conditions favorables pour pouvoir saisir ces opportunités.

Mesdames et Messieurs,

Notre Organisation a soixante ans. De grandes réalisations ont été accomplies, tels la décolonisation et les efforts de maintien de la paix. Il y a cinq ans, nous avons défini les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Maintenant, nous devons aller plus loin. Développons une vraie stratégie globale pour le développement, un partenariat stratégique, avec une vision claire et des objectifs plus ambitieux.

En ce qui concerne l'Afrique, il manque surtout une vision claire de son avenir. On constate que l'Afrique reste un continent pauvre. Pourtant, l'Afrique est un continent potentiellement riche.

L'Assemblée Générale de l'année dernière m'a donné l'occasion de proposer un Plan Marshall pour l'Afrique.

Le Premier Ministre de la Grande - Bretagne a fait la même proposition. Le Président de la Banque Mondiale, Mr. Wolfowitz, a aussi parlé d'un Plan d'Action pour l'Afrique. Demandons aux autres bailleurs de fonds de se joindre à cette initiative.

Mesdames et Messieurs,

Le Plan Marshall pour l'Afrique devrait contenir beaucoup plus que la demande d'effacement des dettes et l'accroissement du soutien financier.

Il devrait prendre en compte les potentialités de l'Afrique et les mesures appropriées pour les transformer en réalité.

Il devrait créer une image positive de notre continent, et déterminer le rôle qu'il pourra avoir dans le monde économique, politique, social et culturel.

La mondialisation met en avant la dimension économique des relations internationales. Cependant, nous devons investir davantage dans la dimension sociale du développement en renforçant le rôle de l'ECOSOC afin de répondre aux attentes légitimes de nos peuples.

L'avenir de l'Afrique repose évidemment sur ses enfants.

Ce plan pour l'Afrique devrait décrire comment améliorer le transfert du savoir, comment assurer l'accès des jeunes Africains au savoir et aux connaissances du monde pour que le potentiel intellectuel de millions de personnes ne reste pas inexploité.

Nous avons besoin d'augmenter le taux d'alphabétisation. Nous avons aussi besoin d'un système d'éducation répondant aux normes internationales en terme de qualité et d'efficacité.

Un système qui stimule la créativité. Un système qui aide nos peuples à réaliser leurs aspirations.

Un système qui donne à notre pays les meilleures ressources humaines pour nous permettre de jouer un rôle important dans l'économie mondiale.

Un système qui réduit la fracture numérique entre les nations.

Sauver l'enfant africain signifie aussi assurer sa nutrition. A cet égard, vaincre la famine en Afrique est un défi à relever d'urgence. Des millions de personnes seront touchées par cette crise.

Madagascar, nouveau membre de la SADC, exhorte cette Assemblée Générale à faire de cette crise la priorité des priorités. Nous devons agir rapidement et avec détermination.

Renforçons aussi la situation de la femme. Elle mérite de jouer un rôle plus important au sein de la société civile, du monde économique et politique.

J'ai été sollicité personnellement par le projet WASH (Water, Sanitation and Hygiene) pour partager avec vous ses préoccupations.

En effet, une des lourdes tâches quotidiennes de la femme africaine est d'approvisionner la famille en eau. L'accès à l'eau potable pour tous affranchit la femme de la servitude et préserve ainsi sa dignité. Par ailleurs, la gestion de l'eau est inséparable de l'assainissement et de l'hygiène.

L'eau, source de vie, est aussi une grande richesse économique. Le développement de l'énergie hydroélectrique est une solution au déficit de l'Afrique en matière énergétique. N'oublions pas qu'une gestion rationnelle de l'eau nous permettra d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Mesdames et Messieurs

Le Plan Marshall devrait inclure la protection et la valorisation de la nature qui sont cruciales pour notre continent. C'est pourquoi, nous avons créé une Vision dénommée "Madagascar, naturellement !".

Il y a deux ans, j'ai annoncé à Durban notre décision de tripler la surface de nos aires protégées afin d'assurer la préservation de notre riche et unique biodiversité. Nous avons pris la décision d'allouer 8% des sommes provenant de l'annulation de notre dette extérieure au financement de notre système d'aires protégées.

L'Afrique est déjà un continent de la préservation des ressources naturelles du monde. Elle le deviendra encore plus.

Misons sur l'agro-business en créant plus d'opportunités pour transformer nos produits naturels et ainsi augmenter la valeur ajoutée dans nos pays. C'est l'approche que Madagascar adopte maintenant avec le soutien des bailleurs de fonds.

Encourageons les initiatives pour l'instauration d'un régime commercial juste et équitable entre les nations, telle la réduction des barrières commerciales.

En somme, le Plan Marshall devrait définir comment le continent Africain peut prospérer en prenant en main ses responsabilités. Nous devons parler de nos atouts plutôt que de nos faiblesses. Nous devons parler de nos potentialités plutôt que de nos manques de ressources. Le monde veut investir dans nos opportunités. Trouvons une nouvelle approche, créons une nouvelle image, une nouvelle vision claire pour l'Afrique. C'est seulement avec une telle vision, assortie d'une vraie stratégie globale pour le développement, que les Objectifs du Millénaire pourront être atteints.

Une telle approche devrait intégrer les divers programmes et projets internationaux et bilatéraux qui, actuellement, avec leurs structures, objectifs et contenus différents, compliquent leur gestion et occultent les synergies possibles. Mais **il nous appartient** d'assurer une coordination effective du développement et ainsi adopter le concept de « country ownership ». A Madagascar, nous avons pris l'initiative de mettre en place des programmes nationaux auxquels tous les projets des bailleurs de fonds sont intégrés.

Le monde devrait être à l'écoute de l'Afrique, mais l'Afrique devrait aussi prendre ses responsabilités en renforçant la démocratie, la bonne gouvernance et l'Etat de droit.